

Communiqué

Non à l'agression impérialiste de la Russie contre l'Ukraine

vendredi 25 février 2022, par [solidarités](#) (Date de rédaction antérieure : 25 février 2022).

Quelques jours après la reconnaissance de l'indépendance de territoires séparatistes ukrainiens du Donbass par Moscou, l'armée de Vladimir Poutine a lancé le 24 février une attaque massive contre l'Ukraine, avec frappes aériennes et invasion terrestre. Quelques heures après le début de cette offensive militaire, on comptait déjà plusieurs dizaines de morts avec des combats proches de toutes les grandes villes ukrainiennes et de la centrale nucléaire de Tchernobyl. Cette offensive militaire russe intervient huit ans après que Moscou a annexé la Crimée et soutenu la prise de contrôle de régions du Donbass par des séparatistes, déclenchant un conflit qui a fait plus de 14 000 mort·e·s et 2 millions de réfugié·e·s. Dans ce contexte, **le mouvement solidarités condamne l'agression militaire impérialiste russe et appelle à l'arrêt des bombardements et au retrait des troupes russes des territoires occupés ukrainiens, et la fin de l'ingérence russe en Ukraine.** Nous affirmons notre solidarité avec les populations civiles agressées.



En ce moment-même, l'Europe est très proche d'une guerre généralisée et meurtrière pouvant affecter la paix et la sécurité de toutes ses nations. Poutine se lance ouvertement dans un chantage nucléaire. Le Conseil Fédéral dénonce, il condamne, il regrette et propose ses bons offices. Il ne prend pas pour autant de sanctions directes, le gel des comptes n'est pas sur son agenda. Mais au fait, pourquoi la Suisse se tortille-t-elle pareillement ? Un tiers des fonds détenus par des entreprises et des personnes physiques russes à l'étranger se trouve en Suisse. 98% des gestionnaires russes interrogés disaient que leurs clients citaient la Suisse comme pays de prédilection pour mettre leur argent à l'abri. Quelque 80% des matières premières russes seraient vendues depuis la Suisse. Trois quarts du pétrole russe seraient vendus à Genève.

La Suisse joue un rôle central dans la vente des matières premières et la gestion des fortunes russes. C'est aussi la Suisse qui peut empêcher la catastrophe d'arriver. La question de savoir si la vie de milliers d'Ukrainien·ne·s, ainsi que le maintien de la paix en Europe, vaut un tel sacrifice. Il s'agit d'une question éthique plutôt que d'une question financière, que le Conseil Fédéral doit se poser. Il est temps pour elle d'assumer ses responsabilités.

Nous appelons le Conseil Fédéral à prendre des sanctions politiques contre le gouvernement russe, responsable direct de cette guerre. Nous demandons des sanctions

économiques ciblées, les plus sévères possibles, contre les oligarques russes qui utilisent les services financiers de la Suisse pour protéger leurs fortunes. Le Conseil Fédéral doit geler les fonds de ces derniers présents dans les banques en Suisse. Les autorités suisses devraient de même supprimer les privilèges fiscaux accordés aux oligarques proches du régime poutinien.

Nous demandons également au Conseil Fédéral d'accueillir dignement les personnes menacées par l'offensive militaire russe et d'apporter une aide humanitaire aux populations déplacées.

Nous apportons notre soutien aux forces progressistes qui luttent pour la démocratie et la justice sociale en Ukraine, en construisant une solidarité internationale par en bas contre l'invasion de l'armée russe. Nous affirmons également notre solidarité avec les organisations et personnalités qui se mobilisent en Russie contre la guerre.

Nous soutenons le droit à l'autodétermination de la population ukrainienne et la protection des droits des minorités nationales du pays. Ni la Russie ni l'OTAN ne défendront ces droits. **Nous demandons le démantèlement de toutes les bases militaires situées en dehors de leur pays d'origine, la liquidation de l'OTAN dirigée par les États-Unis et de l'OTSC dirigée par la Russie.**

Ces événements d'une extrême gravité rappellent plus que jamais la nécessité de construire une mobilisation internationaliste pour donner aux peuples une voix différente de celles des États et solidaire des populations ukrainiennes contre toutes les politiques qui les agressent et les oppriment. Les gouvernements n'initieront pas cette marche vers la paix. Nous devons l'organiser nous-mêmes.

Non à l'agression impérialiste de la Russie contre l'Ukraine !

Solidarité internationaliste !

solidarités CH

Vendredi 25 février
